

LE TEMPS

Éthique Vendredi 4 mars 2011

Le bien-être des employés passé au crible des agences de notation

Par Marie Maurisse

Des fonds d'investissement et des entreprises mandatent des sociétés pour évaluer les conditions de travail. Mais la crédibilité de ces notes soulève quelques interrogations

Comment pousser les firmes à prendre en compte le bien-être de leurs salariés? Dans son dernier ouvrage sur les «risques psychosociaux»*, Bénédicte Haubold, fondatrice d'Artélie Conseil, met beaucoup d'espoir dans les agences de notation. Pas celles financières, traditionnelles, mais celles «extra-financières» qui se préoccupent aussi des conditions de travail. «Les notations fournies par ces agences ont un fort impact sur l'image des sociétés. Elles constituent donc une source de pression pour les entreprises», espère-t-elle.

Depuis quelques années, ces organismes spécialisés ont en effet ajouté des critères sociaux à leurs évaluations, en plus d'autres variables, comme celles environnementales. «Nous disposons de plus de 250 indicateurs pour analyser une entreprise. Dans le domaine des ressources humaines, nous évaluons par exemple le comportement de l'entreprise vis-à-vis de la promotion du dialogue social et de la participation des salariés, la gestion des restructurations, le respect et l'aménagement du temps de travail, etc.», détaille Anita Legrand, porte-parole du groupe européen Vigeo.

Les premières sociétés d'audit extra-financier sont nées pour répondre à la demande croissante des fonds d'investissement socialement responsables (ISR), qui réclamaient des garanties éthiques avant de placer leur capital.

Certes, la notation financière continue à exercer une grande influence sur les marchés, malgré les critiques qu'elle a essuyées pendant la crise. Les fonds d'investissement traditionnels représentent encore 92% des actifs sous gestion en Europe. Mais le secteur des investissements responsables gagne du terrain. «Avec près de 5000 milliards d'euros d'actifs sous gestion, le marché européen de l'ISR a presque doublé depuis 2008», indique la dernière étude de l'institut Eurosif.

Il existe désormais plusieurs indices de responsabilité sociale, comme le «Footsie for good» à Londres ou le «Dow Jones Sustainability Indexes» aux Etats-Unis, où le secteur est bien plus développé qu'en Europe.

En Suisse, le marché était de 23 milliards d'euros en 2009, soit environ 4% du total des actifs, selon les estimations d'Eurosif. Le pays peut se targuer d'avoir eu les premières agences de notation extra-financière d'Europe, comme Inrate, fondée en 1990.

L'une de ses concurrentes, Asset4 (rachetée par Thomson Reuters en 2009), évalue les qualités managériales, sociales et environnementales d'environ 3500 entreprises et diffuse cette information à 60 clients (banques et fonds de pension). «Nous analysons la sécurité de leurs employés, le nombre de congés maladie et sommes en train de développer avec l'Université Harvard un indicateur sur le respect des droits humains», explique Henrik Steffensen, vice-président du secteur marketing et

développement commercial du groupe.

Pour ce spécialiste, la notation extra-financière est devenue incontournable. «Selon une étude menée par l'institut McKinsey, 80% des chefs d'entreprise considèrent que cette notation est un bon indicateur de la qualité de leur management. Comme eux, je crois qu'elle peut influencer leurs performances sur le long terme et améliorer leur compétitivité.»

Les entreprises notées sont-elles convaincues? C'est «certainement un outil utilisé par toute une série d'investisseurs», estime Joseph Santoro, trésorier et responsable des relations avec les investisseurs chez Bobst, société évaluée par Inrate. Mais c'est avant tout «une information complémentaire», ajoute-t-il.

Olivier Millet, président du directoire d'OFI Private Equity, une société française d'investissement, a fait appel l'année dernière à une agence de notation afin d'évaluer les entreprises desquelles il est actionnaire majoritaire. «Les résultats ont montré l'évolution du terrain social de ces entreprises, dit-il. Dans les restaurants Léon de Bruxelles, par exemple, le turnover des employés a diminué de 70% en huit ans grâce à l'amélioration du recrutement, de la formation, des conditions de travail et de la rémunération des salariés. La note a permis de valider cette mécanique. En plus, ces progrès ont amélioré les résultats des restaurants et la performance financière de l'entreprise.»

Léon de Bruxelles est un bon élève. A-t-il eu A+ ou 20 sur 20? Le système de notation n'est pas uniformisé. «Certaines agences ont retenu un format proche des notations financières (A+, B), explique Dominique Blanc, responsable de la recherche ISR chez Novethic. D'autres ont un format différent (-2, +2 pour Vigeo)». Cela dit, toutes les notes restent confidentielles: les agences vivent de leurs analyses, financées par les fonds d'investissement ou les entreprises elles-mêmes, qui n'ont pas toujours intérêt à rendre les résultats publics.

La pression de ces agences reste donc toute relative. D'autant que la crédibilité de leurs notations soulève quelques interrogations. Par exemple, Vigeo finance ses évaluations en vendant du consulting. Même si ces activités s'effectuent dans deux sociétés distinctes, il pourrait y avoir un risque de conflit d'intérêts.

Par ailleurs, le secteur manque encore de moyens. Cela explique pourquoi les agences vont rarement sur le terrain et notent les entreprises en fonction des documents fournis par celles-ci. «Nous aimerions aller nous entretenir avec les salariés, mais nous ne le faisons que dans 20% des cas, car c'est bien trop coûteux», affirme Emmanuel De La Ville, fondateur de l'agence indépendante Ethifinance.

Chez BJM Ratings, «nous notons régulièrement les mêmes entreprises, comme Veolia ou Eiffage», raconte Michel Vital-Aet, un responsable. L'analyse se fait d'abord sur document, puis nous allons sur place nous entretenir avec les cadres et les responsables syndicaux. En moyenne, cela dure de trois à cinq mois. Pour un grand groupe industriel, cela coûte environ 120 000 euros.»

Comment évaluer le bien-être des salariés sans les interroger directement? La procédure est complexe, comme l'explique la consultante Bénédicte Haubold: «Les agences de notation extra-financière font de plus en plus appel à notre société de conseils, car elles se rendent compte qu'elles ont des outils limités pour appréhender le risque humain dans une entreprise. La plupart se contentent d'indicateurs statistiques comme le taux d'absentéisme, qui est largement insuffisant pour repérer des conflits au sein d'une équipe ou des problèmes de stress. Elles s'adressent donc à nous pour approfondir la question avec le client.»

Dans un marché encore jeune, les procédés sont en perpétuelle évolution. «L'ISR n'influence pas les marchés financiers: une entreprise avec une note dégradée ne voit pas encore sa valorisation

boursière évoluer, remarque Dominique Blanc. Je crois qu'il faut être indulgent avec ces agences, car elles sont en train de construire une notation à partir de données des entreprises de qualité très inégale et sans que les investisseurs soient forcément prêts à payer, au prix de la notation financière, une analyse extra-financière encore beaucoup plus complexe à obtenir.»

*Les risques psychosociaux. Analyser et prévenir les risques humains, Bénédicte Haubold. Editions d'Organisations, Décembre 2010

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA